

# INSTRUCTION

N° 00-093-M21 du 14 novembre 2000

NOR : BUD R 00 00093 J

Texte publié au BOCP

## NOMENCLATURE 2000 - CAMPAGNE BUDGÉTAIRE 2000

### ANALYSE

Diffusion des circulaires DHOS/F4/DGCP/6B/2000 n° 448 et DSS-1A/DHOS-F2 n° 2000/439

Date d'application : 14/11/2000

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;  
COMPTABILITÉ ; BUDGET ; NOMENCLATURE

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 99-135-M21 du 31 décembre 1999

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	RF	T	DOM	TOM	TGAP				

### DIFFUSION

GT 52

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6B*

## **LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE N° 1 : Circulaire DHOS/F4/DGCP/6B/2000 N° 448 du 24 août 2000. ....	4
ANNEXE N° 2 : Circulaire DSS-1A/DHOS-F2 n° 2000/439 du 8 août 2000 relative à la campagne budgétaire pour 2000 des établissements de santé financés par dotation globale.....	8

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables gérant des établissements publics de santé la circulaire DHOS/F4/DGCP/6B/2000 N° 448 du 24 août 2000 modifiant la nomenclature des comptes composant les groupes fonctionnels, le plan des comptes et les comptes à ouvrir à la balance du grand livre (annexe n° 1).

En effet, le protocole du 14 mars 2000 signé avec les organisations syndicales représentatives des personnels de la fonction publique hospitalière prévoit l'octroi de subventions d'Etat aux établissements de santé, soit dans le cadre du fonds d'investissement pour la modernisation des hôpitaux (FIMHO) dont le champ a été élargi, soit en faveur des dépenses d'exploitation, à travers notamment une aide au remplacement des agents absents.

Selon l'objet pour lequel la subvention d'Etat est attribuée, elle devra être enregistrée :

- en section d'investissement, au groupe fonctionnel de recettes 4 « autres recettes », à une subdivision du compte « apports », et plus précisément au *compte 1022 « Complément de dotation – Etat »* ;
- en section d'exploitation du budget général ou du budget annexe « unités de soins de longue durée et activités relevant de la loi sociale du 30 juin 1975 », à une subdivision du compte « subventions d'exploitation », et plus précisément au compte 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier ».

Ainsi, conformément aux dispositions de la circulaire précitée, le compte 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier » a été ouvert, pour l'exercice 2000, au budget général dans la liste des comptes à ouvrir à la balance des comptes du grand livre afin de comptabiliser cette subvention.

Les applications Clara et HTR ont été mises à jour en ce sens.

Par ailleurs, l'annexe 2 de la présente instruction diffuse la circulaire DSS-1A/DHOS-F2 n° 2000/439 du 8 août 2000 relative à la campagne budgétaire pour 2000 des établissements de santé financés par dotation globale.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être soumise à la direction sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE N° 1 : Circulaire DHOS/F4/DGCP/6B/2000 N° 448 du 24 août 2000.

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**MINISTERE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITE**

**SECRETARIAT D'ETAT  
A LA SANTE ET AUX HANDICAPES**

**DIRECTION DE L'HOSPITALISATION  
ET DE L'ORGANISATION DES SOINS**  
Bureau F4

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

**SECRETARIAT D'ETAT AU BUDGET**

**DIRECTION GENERALE  
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**  
Bureau 6B CD-2221

**LA MINISTRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITE**

**LA SECRETAIRE D'ETAT A LA SANTE ET AUX  
HANDICAPES**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE**

**LA SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET**

à

**MESDAMES ET MESSIEURS  
LES DIRECTEURS DES AGENCES REGIONALES  
DE L'HOSPITALISATION**

(pour information et diffusion)

**MESDAMES ET MESSIEURS  
LES PREFETS DE REGION**  
Directions Régionales des Affaires  
Sanitaires et sociales

**MESDAMES ET MESSIEURS  
LES PREFETS DE DEPARTEMENT**  
Directions Départementales des  
Affaires Sanitaires et Sociales

**MESDAMES ET MESSIEURS  
LES TRESORIER PAYEURS GENERAUX**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES CHEFS  
D'ETABLISSEMENT FINANCES PAR  
DOTATION GLOBALE**

**CIRCULAIRE DHOS/F4/DGCP/6B/2000 N° 448 du 24 août 2000 modifiant la nomenclature des comptes composant les groupes fonctionnels, le plan des comptes et les comptes à ouvrir à la balance du grand livre.**

## ANNEXE N° 1 (suite)

**Résumé :**

Procédure de comptabilisation des subventions d'Etat prévues aux protocoles d'accord des 13 et 14 mars 2000 et notamment celles destinées au financement de mesures d'exploitation.

**Champ d'application :**

- Etablissements de santé financés par dotation globale, sauf les dispositions relatives à la tenue de la balance qui ne concernent que les seuls établissements publics de santé.

**Date d'application :** Immédiate

**Mots clés :** Comptes à ouvrir

**Textes de référence :**

- Décret n° 99-41 du 21 janvier 1999 fixant la nomenclature des comptes composant les groupes fonctionnels visés à l'article L.714-7 du code de la santé publique.
- Arrêté du 21 janvier 1999 modifiant la liste des comptes obligatoirement ouverts dans le budget et la comptabilité des établissements publics de santé et des établissements de santé privés financés par dotation globale.
- Arrêté du 21 janvier 1999 modifiant la listes des comptes à ouvrir à la balance des comptes du grand livre au titre du budget général et des budgets annexes des établissements publics de santé
- Circulaire DH/AF3/DGCP/6B/2000 N° 714 du 23 décembre 1999 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements financés par dotation globale : nomenclature 2000.

Le protocole du 14 mars 2000 signé avec les organisations syndicales représentatives des personnels de la fonction publique hospitalière prévoit l'octroi de subventions d'Etat aux établissements de santé, soit dans le cadre du fonds d'investissement pour la modernisation des hôpitaux (FIMHO) dont le champ a été élargi, soit en faveur des dépenses d'exploitation, à travers notamment une aide au remplacement des agents absents.

Selon l'objet pour lequel la subvention d'Etat est attribuée, elle devra être enregistrée :

↳ *en section d'investissement*, au groupe fonctionnel de recettes 4 « autres recettes », à une subdivision du compte « apports », et plus précisément au *compte 1022 « Complément de dotation – Etat »* ;

↳ *en section d'exploitation* du budget général ou du budget annexe « unités de soins de longue durée et activités relevant de la loi sociale du 30 juin 1975 », à une subdivision du compte « subventions d'exploitation », et plus précisément au compte 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier ».

## ANNEXE N° 1 (suite)

L'ouverture du compte 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier », opérée par la présente circulaire, a pour objet de suivre le financement des mesures prévues aux protocoles susvisés. Il s'insère dans les nomenclatures budgétaire et comptable et les modifie comme suit :

### ➤ *Nomenclature budgétaire et comptable*

#### *Budget général*

classe 7 « produits »

↳ ouverture du compte :

7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier »

#### *Budget annexe « Unités de soins de longue durée et activité relevant de la loi sociale du 30 juin 1975 »*

classe 7 « produits »

ouverture des comptes :

↳ 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier »

↳ 7418 « autres subventions d'exploitation »

### ➤ *Nomenclature des comptes composant les groupes fonctionnels*

Budget général :

Section exploitation

Recettes

Groupe fonctionnel 3 « autres produits »

insertion du compte

↳ 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier »

### ➤ *Balance des comptes du grand livre*

*budget général*

classe 7 produits

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

ouverture de compte :

↳ 7414 « subventions versées au titre de l'aide exceptionnelle au service public hospitalier ».

Les agences régionales de l'hospitalisation sont chargées de diffuser la présente circulaire aux établissements financés par dotation globale.

POUR LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET  
DE LA SOLIDARITE

ET POUR LA SECRETAIRE D'ETAT  
A LA SANTE ET AUX HANDICAPES

Par délégation,

Le directeur de l'hospitalisation  
et de l'organisation des soins

Pour le Directeur de l'Hospitalisation et  
De l'Organisation des Soins et par délégation  
Pour le Chef de service et par délégation  
La sous-directrice des affaires financières

Valérie DELAHAYE-GUILLOCHEAU

POUR LE MINISTRE DEL'ECONOMIE  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ET POUR LA SECRETAIRE D'ETAT  
AU BUDGET

Par délégation,

Le directeur général  
de la comptabilité publique

Pour le Directeur Général de la Comptabilité  
Publique  
Et par dérogation du Ministre  
Le Chef de Service

Pierre-Louis MARIEL

ANNEXE N° 2 : Circulaire DSS-1A/DHOS-F2 n° 2000/439 du 8 août 2000 relative à la campagne budgétaire pour 2000 des établissements de santé financés par dotation globale.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**MINISTÈRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ  
SECRETARIAT D'ÉTAT  
A LA SANTÉ ET AUX HANDICAPÉS**

**DIRECTION DE L'HOSPITALISATION  
ET DE L'ORGANISATION DES SOINS**

Sous-direction des affaires financières

Bureau du financement de l'hospitalisation  
publique et des activités spécifiques de soins  
pour les personnes âgées (F2)

Personne chargée du dossier :

Marcelle FENIES

Téléphone : 01.40.56.43.73

Télécopie : 01.40.56.50.10

**DIRECTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Sous-direction du financement  
du système de soins

Bureau des établissements de santé  
et des établissements médico-sociaux (1A)

Personne chargée du dossier :

Sylvie DOUCET

Téléphone : 01.40.56.75.51

Télécopie : 01.40.56.75.62

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE,

LA SECRETAIRE D'ETAT A LA SANTE ET AUX HANDICAPES

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS DES AGENCES  
REGIONALES DE L'HOSPITALISATION  
(pour attribution)

MADAME ET MESSIEURS LES PREFETS DE REGION  
- DIRECTIONS REGIONALES DES AFFAIRES SANITAIRES  
ET SOCIALES  
(pour information)

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE DEPARTEMENT  
- DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DES AFFAIRES  
SANITAIRES ET SOCIALES  
(pour information et diffusion auprès des établissements de santé)

CIRCULAIRE DSS-1A / DHOS-F2 n° 2000 / **439** du 08 août 2000 relative à la campagne budgétaire pour 2000 des établissements de santé financés par dotation globale

Fichier : D:\Mes documents\02-Financement\01-Campagne2000\Circmicamp\micamp 2.doc

Date d'application : Immédiate

NOR :

**Résumé :** La présente circulaire procède à la majoration des dotations régionales de dépenses hospitalières pour 2000, afin de prévoir le financement des mesures nouvelles intervenues depuis le début de l'année, notamment celles prévues par les protocoles pour le service public hospitalier. Elle donne également les instructions nécessaires au bon déroulement de la fin de la campagne budgétaire, ainsi qu'à son suivi par l'administration centrale.

**Textes de référence :**

- Articles L0. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale
- Article L.714-7 du Code de la santé publique
- Arrêté ministériel du 21 janvier 2000



## ANNEXE N° 2 (suite)

### Textes de référence (suite) :

- Circulaire DGS-SP1-SQ / DSS-1A / DH-EO-AF2 n°99-627 du 16 novembre 1999 et Circulaire DSS-1A / DH-AF2 / 2000 / n°38 du 24 janvier 2000 relatives à la campagne budgétaire 2000 des établissements sanitaires financés par dotation globale
- Circulaire DH / EO / n° 2000-218 du 20 avril 2000 relative à la programmation budgétaire pour le renforcement des moyens des services d'urgence hospitalière dans les établissements de santé

### Pièces jointes :

- Annexe 1 : Tableaux notifiant les dotations régionales de dépenses hospitalières au 15 juillet 2000
- Annexes 2 à 9 : Tableaux détaillant les mesures déléguées dans la présente circulaire
- Annexe 10 : Liste des mesures dont le financement sera prévu ultérieurement
- Annexe 11 : Enquête sur la déformation de la structure des recettes (deuxième phase)
- Annexe 12 : Dispositif d'alerte sur les tensions budgétaires
- Annexe 13 : Questionnaire relatif à l'identification des dépenses de psychiatrie

La présente circulaire a pour objet de vous faire connaître le montant de vos dotations régionales des dépenses hospitalières modifiées. Elles intègrent le financement de la plupart des mesures spécifiques gérées au niveau national et des mesures prises dans le cadre des protocoles en faveur du service public hospitalier des 13 et 14 mars derniers. Par ailleurs elle rappelle les éléments de suivi du déroulement de la campagne budgétaire en cours.

## 1. MAJORATION DES DOTATIONS REGIONALES DES DEPENSES HOSPITALIERES

Les dotations régionales des dépenses hospitalières notifiées par l'arrêté du 21 janvier dernier ne comprenaient pas les crédits provisionnés au niveau national pour couvrir le financement de mesures spécifiques dont le montant ne pouvait être établi en début de campagne. A ces mesures se sont ajoutées les mesures issues des protocoles en faveur du service public hospitalier.

Depuis le début de l'année un certain nombre de financements a par ailleurs été délégué (lutte contre le tabagisme, création de postes de praticiens adjoints contractuels, renforcement des services d'urgence...). Ces dernières mesures sont intégrées dans vos dotations régionales et sont reprises dans le tableau de l'annexe 1.

Afin de faciliter votre gestion de campagne, la majeure partie des mesures restant à déléguer vous sont notifiées dans la présente circulaire :

### *1.1. Mesure catégorielle pour le personnel non médical : surcoût temporaire de la nouvelle convention collective des centres de lutte contre le cancer*

La mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 1999 de la nouvelle convention collective des Centres de Lutte Contre le Cancer (CLCC) a généré un surcoût provisoire sur les deux premiers exercices de son application. En 2000, ce surcoût a été évalué, après enquête auprès des CLCC, à 14,387 millions de francs. Vous trouverez en annexe 2 la répartition par centre et par région des crédits, non reconductibles, alloués pour le financement de ce surcoût.

## ANNEXE N° 2 (suite)

*1.2. Mesures en faveur des personnels médicaux***1.2.1. Création de postes de chefs de clinique assistants**

Conformément au programme annoncé en 1998, 25 nouveaux emplois de chefs de clinique assistants sont créés à compter du 1<sup>er</sup> septembre prochain. Vous trouverez ci-joint en annexe 3 la répartition de ces postes par centre hospitalier universitaire. Les crédits correspondant au financement de la mesure ont été calculés sur la base d'un coût annuel moyen de 162 000 francs pour quatre mois en 2000.

**1.2.2. Création de postes d'assistants spécialistes**

Une deuxième tranche de 200 postes d'assistants est mise en place à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000, comme prévu dans le programme annoncé en décembre 1998. La répartition a été effectuée après analyse des demandes des agences régionales de l'hospitalisation, en fonction des priorités de santé publique et d'organisation des soins. C'est ainsi que 65 postes ont été réservés aux services d'urgences. Un courrier parallèle précisera à chaque agence de l'hospitalisation la répartition des postes par discipline. Les crédits nécessaires au financement de ces postes vous sont attribués pour 6 mois sur la base d'un coût annuel du poste de 312 000 francs en métropole, de 376 000 francs en Martinique et en Guadeloupe et de 440 000 francs en Guyane et à La Réunion.

**1.2.3. Plan en faveur de la médecine d'urgence : création de postes de praticiens hospitaliers**

Le protocole d'accord du 9 juin 1999 conclu avec les représentants des médecins urgentistes prévoit la création de 100 nouveaux postes de praticiens hospitaliers à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000 (80 dans les centres hospitaliers généraux et 20 dans les centres hospitaliers universitaires). La répartition de ces postes, que vous trouverez dans le tableau joint en annexe 4, tient compte des priorités que vous avez établies et des densités médicales constatées dans les régions. Les crédits nécessaires au financement de cette mesure ont été calculés pour 6 mois sur la base d'une rémunération moyenne annuelle de 580 000 francs en métropole, 696 000 francs en Martinique et en Guadeloupe, et 812 000 francs en Guyane et à La Réunion.

Le complément pour un financement en année pleine en 2001 tiendra compte de l'augmentation de la rémunération des praticiens hospitaliers intervenue entre temps. Un courrier séparé précisera à chaque agence régionale de l'hospitalisation la répartition entre les centres hospitaliers généraux et les centres hospitaliers universitaires des postes ainsi créés.

**1.2.4. Plan en faveur de la médecine d'urgence : autres mesures**

Le protocole précité du 9 juin 1999 a également prévu la prise en charge de la formation à la capacité de médecine d'urgence (CMU), ainsi que la création de postes de "praticiens contractuels urgentistes" dans les centres hospitaliers universitaires. En 2000 une nouvelle tranche de ces mesures doit être mise en œuvre, soit la prise en charge de la formation CMU de 200 assistants supplémentaires et la création de 100 nouveaux postes de praticiens contractuels. Les crédits nécessaires au financement de ces mesures, qui vous sont détaillés dans le tableau joint en annexe 5, ont été répartis comme pour la tranche 1999, tel qu'indiqué dans la circulaire DSS-1A/DH-AF2 n° 99 – 593 du 26 octobre 1999. Ces crédits vous sont attribués en année pleine.

## ANNEXE N° 2 (suite)

*1.3. Mesures prévues par les protocoles des 13 et 14 mars 2000 et les accords subséquents***1.3.1. Renforcement des services d'urgence hospitalière**

La présente circulaire confirme le montant des dotations complémentaires consacrées aux services d'urgence hospitalière, qui vous ont été annoncés par la circulaire du 20 avril 2000 visée en référence. Les projets de répartition régionale, qui nous ont été transmis en application de cette circulaire, nous apparaissent conformes aux principes posés par les protocoles des 13 et 14 mars 2000 pour le service public hospitalier. Ces crédits peuvent donc être inscrits au budget des établissements à l'occasion de la prochaine décision modificative.

**1.3.2. Prime de service public exclusif**

Les praticiens hospitaliers à temps plein qui consacrent la totalité de leur pratique médicale aux activités de service public bénéficient à compter du 1<sup>er</sup> mai 2000 d'une prime de service public exclusif. Cette indemnité forfaitaire a été fixée par arrêté du 8 juin 2000 (publié au *Journal officiel* du 9 juin) à 25 000 francs par an à partir du 1<sup>er</sup> mai 2000 ; elle sera portée à 30 000 francs au 1<sup>er</sup> mai 2001 et à 36 000 francs à partir du 1<sup>er</sup> mai 2002. La répartition de ces crédits a été effectuée à partir des indications fournies par le programme S.I.G.M.E.D et de l'enquête réalisée par la direction des hôpitaux sur la pratique de l'activité libérale (exercice 1998). Les crédits inscrits en 2000 correspondent au financement de la mesure sur 8 mois. Les crédits accordés pour l'effet-report en 2001, 2002 et 2003 tiendront compte de l'augmentation de la prime en 2001 et 2002.

**1.3.3. Revalorisation de la carrière des praticiens hospitaliers**

La carrière de l'ensemble des praticiens hospitaliers sera revalorisée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2000 afin de renforcer son attractivité. Les crédits nécessaires au financement de cette mesure sont répartis dès maintenant en fonction des effectifs concernés.

**1.3.4. Prime pour les postes difficiles**

Un dispositif d'incitation pour les postes difficiles à pourvoir va être mis en place, en remplacement de la prime d'installation. Afin de vous permettre d'utiliser ce dispositif dès que les modalités pratiques auront été définies, les crédits nécessaires au financement de cette mesure vous sont délégués dès à présent. L'enveloppe réservée à cet effet en 2000 (50 millions de francs) a été répartie au prorata des dotations régionales cibles, en tenant compte de la démographie médicale.

Ce mécanisme permet d'assurer la neutralité de cette dotation au regard de la correction des inégalités (les dotations cibles sont celles utilisées pour la détermination des dotations régionales initiales de dépenses hospitalières, et dont les modalités de calcul ont été expliquées par la circulaire susvisée du 16 novembre 1999) et de prendre en compte les difficultés de recrutement du personnel médical dans certaines régions.

Quatre régions voient leur dotation majorée de 30% : Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Picardie. Six régions de métropole : Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Franche-Comté, Lorraine et les trois départements d'Amérique voient leur dotation majorée de 20%. Dans ces régions, le nombre de praticiens hospitaliers rapporté à la population est inférieur à la moyenne nationale, alors que les taux de vacance des postes médicaux sont supérieurs à la moyenne nationale, s'agissant des postes publiés en anesthésie-réanimation et psychiatrie. Parmi elles figurent les neuf régions antérieurement concernées par l'allocation de prise de fonctions fixée par arrêtés de 1992 et 1999.

## ANNEXE N° 2 (suite)

### **1.3.5. Prime multi-établissements**

Une prime multi-établissements a été instaurée par l'arrêté du 6 janvier 2000 afin de faciliter pour les praticiens hospitaliers l'exercice médical dans le cas d'organisations des soins mutualisées entre les établissements, et pour inciter au développement de ces coopérations. Les situations dans lesquelles cette prime peut être mobilisée vous seront précisées très prochainement. Les crédits ont été répartis selon le même mécanisme que pour la mesure précédente. La répartition des crédits relatifs à ces quatre mesures est explicitée dans l'annexe 6.

### **1.3.6. Grille unique des Praticiens Adjoint Contractuels (PAC), des assistants et des chefs de clinique assistants**

Une nouvelle grille unique de rémunération des différents statuts du post-internat a été mise en place à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000 afin de rendre plus attractif l'hôpital public pour les jeunes praticiens. Une revalorisation des praticiens adjoint contractuels a été également incluse dans ce dispositif. Vous trouverez dans le tableau joint dans l'annexe 7 la répartition des crédits correspondant à ces mesures.

### **1.3.7. Revalorisation des internes, résidents et faisant fonction d'internes**

Le protocole d'accord signé le 3 mai dernier prévoit l'augmentation des rémunérations des internes, des résidents et des faisant fonction d'internes. L'arrêté du 6 juin dernier a rendu cette mesure effective à compter du 1<sup>er</sup> juin 2000. La rémunération des internes, résidents et faisant fonction d'internes a été augmentée forfaitairement de 6 400 francs bruts par an. Les crédits nécessaires au financement de cette mesure ont été répartis en fonction des effectifs concernés dans chaque région, comme le montre l'annexe 8.

### **1.3.8. Revalorisation de la grille des CCA**

La part hospitalière de la rémunération des chefs de clinique-assistants sera revalorisée au 1<sup>er</sup> juillet 2000 de 2% au 1<sup>er</sup> échelon, qui s'ajoutent aux 3% déjà prévus au 1<sup>er</sup> juillet 2000, et de 5% au 2<sup>e</sup> échelon. Comme pour la mesure "grille unique", les crédits nécessaires ont été répartis en fonction du nombre de chefs de clinique de chaque région, comme le précise l'annexe 8.

### **1.3.9. Suppression de l'échelle 1 de la fonction publique hospitalière**

Le protocole du 14 mars 2000 a prévu la suppression de l'échelle 1 dans la fonction publique hospitalière. Cette mesure s'applique également aux personnels contractuels et prend effet au 1<sup>er</sup> juillet 2000. Les deux décrets nécessaires à l'application de cette mesure doivent être publiés très prochainement. Les crédits correspondants ont été répartis en fonction des effectifs concernés par la mesure comme le précise l'annexe 9.

### **1.3.10. Renforcement de la capacité d'accueil des Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI)**

Le protocole précité a également prévu le relèvement des quotas nationaux des écoles paramédicales ou instituts de formation. L'arrêté du 6 avril 2000 a fixé à 26 436 le nombre d'étudiants infirmiers à admettre dans les instituts de formation pour la rentrée de septembre 2000. Sur les 8 000 étudiants supplémentaires, 7 200 seront accueillis dans des IFSI dépendant d'un établissement de santé. Pour faire face à cette augmentation 313,5 postes de moniteurs, dont la répartition vous a été récemment adressée par messagerie, ont été créés.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Vous trouverez ci-joint en annexe 9 un tableau vous indiquant le montant des crédits accordés pour financer sur crédits assurance maladie ces créations à compter de la prochaine rentrée soit au 1<sup>er</sup> septembre 2000, sur la base d'un coût annuel moyen du poste estimé à 320 000 francs. Vous voudrez bien vous mettre en rapport avec les directions régionales des affaires sanitaires et sociales pour répartir ces crédits entre les établissements de santé concernés, en fonction du nombre d'étudiants supplémentaires accueillis et des orientations du schéma régional de formation en soins infirmiers.

Par ailleurs les directions régionales des affaires sanitaires et sociales doivent répartir entre les instituts de formation les subventions versées sur crédits d'Etat (chapitre 43-32, article 10 du budget du ministère). Vous voudrez bien veiller à ce que cette recette soit inscrite dans le budget des établissements concernés (groupe 2 de recettes).

## 2. GESTION DE LA FIN DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE POUR 2000

### 2.1. *Modification des montants des dotations régionales au 30 juin 2000*

Vous trouverez ci-joint en annexe I le montant des dotations régionales actualisées au 30 juin 2000, qui prend en compte les effets de champ qui n'avaient pas été intégrés dans les dotations régionales fixées par l'arrêté du 21 janvier 2000 et les financements complémentaires accordés depuis cette même date.

### 2.2. *Financements répartis ultérieurement*

Quelques mesures, dont vous trouverez la liste en annexe 10, doivent encore être réparties d'ici la fin de la campagne. Il s'agit pour l'essentiel du financement du protocole d'accord du 27 juillet dernier pour les professeurs et maîtres de conférences universitaires – praticiens hospitaliers, ainsi que de mesures de santé publique qui font l'objet d'une analyse au niveau national. Le financement de toutes ces mesures vous sera notifié dans le courant de l'été.

### 2.3. *Les effets de champ*

Afin de pouvoir disposer des éléments techniques nécessaires à la détermination des bases de référence pour 2001, il importe que l'ensemble des éléments de nature à affecter le contour des dotations régionales soit recensé avant le **1er septembre 2000**. Il s'agit des éléments suivants :

- les effets des transferts entre le sanitaire et le médico-social. Nous vous rappelons que les opérations de transfert du champ médico-social vers le champ sanitaire doivent faire l'objet d'une information à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins et à la direction générale de l'action sociale. Ils doivent être arrêtés conjointement par les deux autorités administratives concernées.
- les transferts entre les établissements financés par dotation globale et les établissements relevant de l'objectif quantifié national. Ces dossiers doivent faire l'objet d'un dossier détaillé transmis à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (bureaux F2 et F3) avant toute décision de financement.
- les admissions au service public hospitalier devant prendre effet au **1<sup>er</sup> janvier 2001**. Ces dossiers doivent en conséquence être adressés à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (bureau F2), assortis des pièces nécessaires, au plus tard à la date du 4 septembre 2000, mentionnée ci-dessus.

## ANNEXE N° 2 (suite)

*2.4. L'identification des dépenses de psychiatrie*

Comme les années précédentes, il vous est demandé de renseigner, à partir des comptes administratifs des établissements participant à la lutte contre les maladies mentales, un cadre d'enquête ci-joint en annexe 13, afin de pouvoir identifier la masse des dépenses consacrées à la psychiatrie tant dans les établissements spécialisés que dans les établissements généraux. Le questionnaire devra être retourné à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Bureau F2 - à l'attention de Bruno CHENAIS, de préférence par messagerie électronique à l'adresse : DH-AF2-SECR-CHFBUR) pour le **1er septembre prochain**.

### **3. LES ELEMENTS DU SUIVI DU DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE**

*3.1. Enquête sur la déformation de la structure de recettes*

En ce qui concerne l'enquête sur la déformation de la structure des recettes, les instructions nationales vous précisait qu'après la première phase relative aux recalages effectués au budget primitif pour 2000, une seconde phase serait menée après transmission des comptes administratifs, sur les résultats pris en compte dans le cadre de l'article R.714-3-49-III. L'annexe 11 vous rappelle le support d'enquête que vous devez transmettre à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins - bureau F2 - à l'attention de M. Igor BUSSCHAERT, si possible par messagerie électronique pour le **11 août 2000** au plus tard.

Cette enquête, en 2000, comme en 1999, porte sur la totalité des établissements financés par dotation globale.

*3.2. Prévention des tensions budgétaires*

Vous devez veiller à ce que les établissements de santé prennent les mesures de gestion nécessaires pour respecter le budget annuel autorisé et éviter le report de charges sur l'exercice suivant.

L'annexe 12 reprend les principaux indicateurs qui, combinés à votre connaissance de la situation locale, peuvent vous permettre de déceler un certain nombre de tensions et de risques pour les exercices en cours et à venir. Au regard de ces éléments, il vous appartient de me signaler tout risque susceptible d'affecter gravement la situation montant des mesures correctives envisagées, notamment sur l'exercice en cours. Parmi celles-ci, il convient d'indiquer celles correspondant à des priorités régionales.

Ces éléments devront être communiqués sous le présent timbre, à l'attention de M. Igor BUSSCHAERT, **avant le 1er septembre 2000**.

*3.3. Suivi de la dotation globale*

Des principes distincts régissent la détermination et la gestion des dépenses de l'assurance maladie pour les établissements de santé financés par dotation globale, selon qu'il s'agit d'établissements ou services de médecine, chirurgie, obstétrique, soins de suite et de réadaptation ou psychiatrie d'une part, ou de soins de longue durée d'autre part. C'est la raison pour laquelle sont identifiées aux niveaux national et régional deux dotations de dépenses hospitalières, hors et pour les soins de longue durée.

## ANNEXE N° 2 (suite)

La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés souhaite mettre en place un suivi plus fin de l'évolution de ces deux dotations. Par conséquent, vous voudrez bien veiller à faire toujours figurer dans les arrêtés fixant les dotations globales et les tarifs de prestation, pour chacun des établissements de santé concernés, le montant de chacune des dotations à verser par l'assurance maladie et notamment le forfait global annuel de soins relatif au service ou à l'unité de soins de longue durée.

-oOo-

Vous voudrez bien nous faire part, sous le timbre de la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre des présentes instructions.

Pour la ministre et la secrétaire d'Etat et par délégation,

Pour le directeur de la sécurité sociale,  
empêché, et par délégation

Le chef de service, adjoint au directeur

DOMINIQUE LIBAULT

Pour le directeur de l'hospitalisation  
et de l'organisation des soins, empêché,  
et par délégation

Le chef de service, adjoint au directeur

JACQUES LENAIN

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 1 : Dotations régionales de dépenses hospitalières pour 2000 (montant au 15 juillet 2000)

Les données sont en milliers de francs					Mesures déléguées depuis l'arrêté du 21 janvier 2000		
Régions	Montant des dotations régionalisées (arrêté du 21 janvier 2000)	dont crédits non reductibles	Effets de champ et autres ajustements	fongibilité	Permanences d'accès aux soins	Programmes de recherche clinique (crédits non reductibles)	postes de praticiens adjoints contractuels
Alsace	9 255 807	1 859	987		250	300	1 023
Aquitaine	12 083 530	4 490	-120		0		1 155
Auvergne	6 045 962	1 090	1		500		3 277
Bourgogne	6 584 920	1 803	0		250		7 803
Bretagne	13 384 217	3 514	-695		500	685	3 049
Centre	8 895 610	1 236	31	4 840	500		3 586
Champagne-Ardenne	5 709 176	1 998	1 127		250		1 422
Corse	1 031 998		37		0		136
Franche-Comté	5 067 942	3 146	657	7 695	0	250	1 795
Ile-de-France *	59 515 004	50 359	0		3 000	4 780	3 916
Languedoc-Roussillon	9 113 306	3 903	34		750	600	1 441
Limousin	3 744 723	305	1		0		1 001
Lorraine	11 968 632	2 033	-119		1 250		2 596
Midi-Pyrénées	10 644 939	5 107	-1 378		0	500	333
Nord-Pas-de-Calais	16 452 699	6 336	499		500	792	9 447
Basse-Normandie	6 831 804	2 250	-2 770		750	330	3 922
Haute-Normandie	6 789 105	2 039	75		500	300	3 039
Pays-de-la-Loire	12 240 730	6 518	-1 348		1 000	400	4 017
Picardie	8 019 079	979	-2 028		750		6 707
Poitou-Charentes	6 524 372	625	1 404		250	700	799
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 465 906	10 335	-1 792		1 000	1 525	4 033
Rhône-Alpes	25 444 651	19 060	249		1 250	2 600	1 447
<i>France métropolitaine</i>	<i>265 814 112</i>	<i>128 985</i>	<i>-5 148</i>	<i>12 535</i>	<i>13 250</i>	<i>13 762</i>	<i>65 944</i>
Guadeloupe	1 699 157		132		1 050		2 050
Guyane	711 127		-14 791		0		1 401
Martinique	2 136 564		-2 324		350		600
Réunion	2 514 567		86		0		801
<i>DOM</i>	<i>7 061 415</i>	<i>0</i>	<i>-16 897</i>	<i>0</i>	<i>1 400</i>	<i>0</i>	<i>4 852</i>
<i>France entière</i>	<i>272 875 527</i>	<i>128 985</i>	<i>-22 045</i>	<i>12 535</i>	<i>14 650</i>	<i>13 762</i>	<i>70 796</i>

\* dont AP/HP

1 250

4 280

3 000



## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 1 (suite)

Mesures déléguées depuis l'arrêté du 21 janvier 2000							
Les données sont en milliers de francs							
Régions	Lutte contre le tabagisme	Investissements	Transfusion sanguine	Innovations thérapeutiques (non reductibles)	Etude nationale des coûts (crédits non reductibles)	Autres mesures reductibles	Autres mesures non reductibles
Alsace	700					266	6 100
Aquitaine	1 300					600	586
Auvergne	600					0	0
Bourgogne	700					170	0
Bretagne	1 200					30 300	0
Centre	900					1 100	343
Champagne-Ardenne	700					0	0
Corse	300	800				0	11 500
Franche-Comté	500					600	0
Ile-de-France *	4 600		10 000	10 000	1 000	27 380	1 348
Languedoc-Roussillon	900					748	11 050
Limousin	300					0	0
Lorraine	1 200					20	0
Midi-Pyrénées	1 200					50	5 200
Nord-Pas-de-Calais	1 700					0	0
Basse-Normandie	600					0	0
Haute-Normandie	700					291	0
Pays-de-la-Loire	1 100					750	0
Picardie	800					0	0
Poitou-Charentes	700					50	300
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 200					7 178	0
Rhône-Alpes	2 100			2 000		7 273	2 486
<i>France métropolitaine</i>	<i>25 000</i>	<i>800</i>	<i>10 000</i>	<i>12 000</i>	<i>1 000</i>	<i>76 776</i>	<i>38 913</i>
Guadeloupe	300					0	40 000
Guyane	300					0	0
Martinique	300					0	0
Réunion	300					0	0
<i>DOM</i>	<i>1 200</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		<i>0</i>		<i>40 000</i>
<i>France entière</i>	<i>26 200</i>	<i>800</i>	<i>10 000</i>	<i>12 000</i>	<i>1 000</i>	<i>76 776</i>	<i>78 913</i>

\* dont AP/HP

10 000

4 350

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 1 (suite)

Mesures déléguées par la présente circulaire									
Les données sont en milliers de francs		Urgences					Postes médicaux		
Régions	Surcoût temporaire de la convention dans les CLCC (crédits non reconductibles)	CDAG et cures de désintoxication	Renforcement des services d'urgence hospitalière	Contrats d'emploi local en CHU	Formation CMU : prise en charge des gardes	Total mesures urgences	PH en génétique médicale	assistants chefs de clinique	assistants
Alsace	534		10 060	477	90	10 627		0	624
Aquitaine	608		13 133	477	162	13 772		54	1 560
Auvergne	667		6 571	477	144	7 192		0	1 248
Bourgogne	448		7 157	636	177	7 970	586	108	1 404
Bretagne	352		14 547	954	213	15 714		108	780
Centre			9 668	477	249	10 394		54	780
Champagne-Ardenne	434		6 205	636	87	6 928		108	936
Corse			1 122	0	87	1 209		0	468
Franche-Comté			5 508	477	90	6 075		54	936
Ile-de-France *	4 133		64 684	795	141	65 620	586	162	3 900
Languedoc-Roussillon	628		9 905	954	123	10 982		0	780
Limousin			4 070	477	78	4 625		54	468
Lorraine	537		13 008	636	254	13 898		108	1 248
Midi-Pyrénées	614		11 569	477	426	12 472		0	936
Nord-Pas-de-Calais	591		17 882	795	318	18 995		108	1 560
Basse-Normandie	854		7 425	636	159	8 220		54	2 808
Haute-Normandie	470		7 379	636	159	8 174	586	54	2 184
Pays-de-la-Loire	1 054		13 304	954	153	14 411	293	54	1 248
Picardie			8 716	636	150	9 502	586	54	1 560
Poitou-Charentes			7 091	477	126	7 694		54	468
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 588		22 243	1 272	258	23 773		54	2 340
Rhône-Alpes	875		27 655	1 590	498	29 743		162	1 716
France métropolitaine	14 387	0	288 902	14 946	4 142	307 990	2 637	1 404	29 952
Guadeloupe	0	189	2 585	477	60	3 122			564
Guyane	0	40	1 082	0	33	1 115			660
Martinique	0	58	3 251	477	90	3 818			376
Réunion	0	225	4 181	0	114	4 295			0
DOM	0	512	11 099	954	297	12 350	0	0	1 600
France entière	14 387	512	300 001	15 900	4 439	320 340	2 637	1 404	31 552

\* dont AP/HP

29 092

162

## ANNEXE N° 2 (suite)

Annexe 1 (suite)										
Mesures déléguées par la présente circulaire										
Les données sont en milliers de francs		Postes médicaux		Protocoles des 13 et 14 mars 2000						
Régions	PH : plan urgences	Total création de postes médicaux	reval.carrière PH	Prime service public exclusif	Primes postes difficiles	grille unique assistant, CCA, PAC	Primes multi établissements	Augmentation des quotas des IFSI	suppression de l'échelle I de la PFH	Total mesures protocoles
Alsace	580	1 204	3 361	11 227	1 740	5 816	1 566	853	364	24 927
Aquitaine	870	2 484	4 440	19 416	2 177	4 839	1 960	1 547	859	35 238
Auvergne	870	2 118	1 916	7 427	1 288	4 882	1 159	747	400	17 819
Bourgogne	2 320	4 418	2 396	9 819	1 541	7 074	1 387	960	741	23 918
Bretagne	1 160	2 048	5 144	22 528	2 518	5 615	2 266	1 067	889	40 027
Centre	1 160	1 994	3 823	16 631	2 053	9 351	1 848	1 173	922	35 801
Champagne-Ardenne	1 160	2 204	2 189	8 845	1 386	4 933	1 247	533	368	19 501
Corse	290	758	432	1 427	184	1 440	165	107	49	3 804
Franche-Comté	1 160	2 150	2 110	7 958	1 192	3 291	1 073	533	617	16 774
Ile-de-France *	2 900	7 548	17 239	83 143	8 120	32 687	7 308	8 587	891	157 975
Languedoc-Roussillon	870	1 650	3 158	13 770	1 576	4 609	1 419	1 067	686	26 285
Limousin	580	1 102	1 343	5 819	692	2 145	622	427	403	11 451
Lorraine	1 160	2 516	3 502	13 118	2 684	5 650	2 415	1 493	930	29 792
Midi-Pyrénées	870	1 806	4 286	19 101	1 719	4 561	1 547	853	956	33 023
Nord-Pas-de-Calais	2 030	3 698	5 197	22 221	4 290	12 087	3 861	2 453	1 206	51 315
Basse-Normandie	1 160	4 022	2 383	10 106	1 554	4 768	1 399	747	876	21 833
Haute-Normandie	1 160	3 984	2 471	10 563	1 677	6 468	1 510	1 173	475	24 337
Pays-de-la-Loire	870	2 465	3 916	17 253	2 310	7 240	2 079	1 387	1 076	35 261
Picardie	1 160	3 360	2 920	11 691	2 125	10 349	1 912	1 600	573	31 170
Poitou-Charentes	1 160	1 682	2 999	12 842	1 331	4 742	1 198	747	265	24 124
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 320	4 714	5 854	24 183	3 314	10 436	2 983	1 653	841	49 264
Rhône-Alpes	2 030	3 908	8 888	37 532	4 529	13 711	4 076	3 307	1 162	73 205
France métropolitaine	27 840	61 833	89 967	386 620	50 000	166 694	45 000	33 014	15 549	786 844
Guadeloupe	348	912	751	2 940	389	2 515	330	149	124	7 198
Guyane	406	1 066	321	1 121	162	1 357	137	0	156	3 254
Martinique	0	376	983	3 369	497	1 592	421	149	33	7 044
Réunion	812	812	925	2 949	485	2 971	411	320	140	8 201
DOM	1 566	3 166	2 980	10 379	1 533	8 435	1 299	618	453	25 697
France entière	29 406	64 999	92 947	396 999	51 533	175 129	46 299	33 632	16 002	812 541

\* dont AP/HP

4 800

## ANNEXE N° 2 (suite)

<b>Annexe 1 (suite et fin)</b>					
<b>Mesures déléguées par la présente circulaire</b>					
<b>Les données sont en milliers de francs</b>	<b>Autres protocoles</b>				
<b>Régions</b>	<b>Revalorisation Internes</b>	<b>Revalorisation CCA</b>	<b>Total mesures autres protocoles</b>	<b>Total dotation régionale modifiée</b>	<b>dont crédits non reconductibles</b>
Alsace	2 258	307	2 565	9 305 290	8 493
Aquitaine	3 169	417	3 586	12 142 739	5 684
Auvergne	2 377	169	2 546	6 080 682	1 757
Bourgogne	2 218	166	2 384	6 632 981	2 251
Bretagne	3 446	369	3 815	13 481 212	3 866
Centre	1 901	176	2 077	8 957 176	1 579
Champagne-Ardenne	1 822	147	1 969	5 743 711	2 432
Corse	0	0	0	1 050 542	11 500
Franche-Comté	1 822	135	1 957	5 106 395	3 146
Ile-de-France *	13 309	2 710	16 019	59 832 323	66 840
Languedoc-Roussillon	2 377	369	2 746	9 171 120	15 581
Limousin	1 228	135	1 363	3 764 566	305
Lorraine	3 010	313	3 323	12 023 645	2 570
Midi-Pyrénées	2 495	313	2 808	10 701 567	10 921
Nord-Pas-de-Calais	6 615	385	7 000	16 547 236	6 927
Basse-Normandie	2 139	137	2 276	6 871 841	3 104
Haute-Normandie	2 852	173	3 025	6 834 000	2 509
Pays-de-la-Loire	3 961	352	4 313	12 304 153	7 572
Picardie	2 416	145	2 561	8 071 901	979
Poitou-Charentes	1 545	137	1 682	6 563 757	925
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 515	559	5 074	20 564 463	11 923
Rhône-Alpes	7 011	865	7 876	25 579 663	24 421
<i>France métropolitaine</i>	<i>72 486</i>	<i>8 479</i>	<i>80 965</i>	<i>267 330 963</i>	<i>195 285</i>
Guadeloupe	143	15	158	1 754 268	40 000
Guyane	48	3	51	703 563	0
Martinique	143	12	155	2 146 941	0
Réunion	286	0	286	2 529 573	0
<i>DOM</i>	<i>620</i>	<i>30</i>	<i>650</i>	<i>7 134 345</i>	<i>40 000</i>
<i>France entière</i>	<i>73 106</i>	<i>8 509</i>	<i>81 615</i>	<i>274 465 308</i>	<i>235 285</i>

\* dont AP/HP

56 934

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 2 : Surcout CCN1999 des CLCC

<b>C.L.C.C.</b>	<b>MONTANT</b> (en milliers de Francs)	<b>REGION</b>	<b>Abondement dotation régionale</b> (en milliers de Francs)
Centre Paul Strauss	534	ALSACE	534
Institut Bergonié	608	AQUITAINE	608
Centre Jean Perrin	667	AUVERGNE	667
Centre GF Leclerc	448	BOURGOGNE	448
Centre Eugène Marquis	352	BRETAGNE	352
Institut Jean Godinot	434	CHAMPAGNE- ARDENNES	434
Institut Curie	1069	ILE DE France	4133
Institut Gustave Roussy	2398		
Centre René Huguenin	666		
Centre Val d'Aurelle	628	LANGUEDOC- ROUSSILLON	628
Centre Alexis Vautrin	537	LORRAINE	537
Institut Claudius Regaud	614	MIDI-PYRENEES	614
Centre Oscar Lambret	591	NORD-PAS DE CALAIS	591
Centre François Baclesse	854	BASSE NORMANDIE	854
Centre Henri Becquerel	470	HAUTE-NORMANDIE	470
Centre Paul Papin	300	PAYS-DE-LA-LOIRE	1054
Centre René Gauducheau	754		
Centre Paoli-Calmettes	949	P.A.C.A.	1588
Centre Antoine Lacassagne	639		
Centre Léon Bérard	875	RHÔNE-ALPES	875
<b>TOTAL</b>	<b>14387</b>	<b>TOTAL</b>	<b>14387</b>

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 3 : Créations d'emplois d'assistants chefs de clinique

Régions	Etablissements	Postes assistants chefs de clinique	Crédits au 01/09/2000	Total Région
Alsace				0
Aquitaine	CHU Bordeaux	1	54	54
Auvergne			0	0
Bourgogne	CHU Dijon	2	108	108
Bretagne	CHU Brest	2	108	108
Centre	CHU Tours	1	54	54
Champagne-Ardenne	CHU Reims	2	108	108
Corse			0	0
Franche-Comté	CHU Besançon	1	54	54
Ile de France*	AP-HP	3	162	162
Languedoc-Roussillon			0	0
Limousin	CHU Limoges	1	54	54
Lorraine	CHU Nancy	1	54	108
	CLCC	1	54	
Midi-Pyrénées			0	0
Nord-Pas-de-Calais	CHU Lille	2	108	108
Basse-Normandie	CHU Caen	1	54	54
Haute-Normandie	CHU Rouen	1	54	54
Pays-de-la-Loire	CHU Angers	1	54	54
Picardie	CHU Amiens	1	54	54
Poitou-Charentes	CHU Poitiers	1	54	54
Provence-Alpes-Côte d'Azur	CHU Nice	1	54	54
RhôneAlpes	CHU Grenoble	1	54	162
	CHU St. Etienne	2	108	
<i>FRANCE métropolitaine</i>				1404
Guadeloupe	Néant			
Guyane				
Martinique				
Réunion				
<i>DOM</i>				
<b>France entière</b>				<b>1404</b>

Cette mesure est intégrée dans la colonne "créations de postes médicaux" du programme GEODE

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 4 : Créations de postes au 01/07/2000

REGION	Assistants au 01/07/2000		PH : plan urgences	
	postes	montant	postes	montant
Alsace	4	624	2	580
Aquitaine	10	1 560	3	870
Auvergne	8	1 248	3	870
Bourgogne	9	1 404	8	2 320
Bretagne	5	780	4	1 160
Centre	5	780	4	1 160
Champagne-Ardenne	6	936	4	1 160
Corse	3	468	1	290
Franche-Comté	6	936	4	1 160
Ile de France	25	3 900	10	2 900
Languedoc-Roussillon	5	780	3	870
Limousin	3	468	2	580
Lorraine	8	1 248	4	1 160
Midi-Pyrénées	6	936	3	870
Nord-Pas-de-Calais	10	1 560	7	2 030
Basse-Normandie	18	2 808	4	1 160
Haute-Normandie	14	2 184	4	1 160
Pays-de-la-Loire	8	1 248	3	870
Picardie	10	1 560	4	1 160
Poitou-Charentes	3	468	4	1 160
Provence-Côte-d'Azur	15	2 340	8	2 320
Rhône-Alpes	11	1 716	7	2 030
<b><i>S/Total Metropole</i></b>	<b><i>192</i></b>	<b><i>29 952</i></b>	<b><i>96</i></b>	<b><i>27 840</i></b>
Guadeloupe	3	564	1	348
Guyane	3	660	1	406
Martinique	2	376	0	-
Réunion	0	-	2	812
<b><i>S/Total DOM</i></b>	<b><i>8</i></b>	<b><i>1 600</i></b>	<b><i>4</i></b>	<b><i>1 566</i></b>
<b>TOTAL</b>	<b>200</b>	<b>31 552</b>	<b>100</b>	<b>29 406</b>

Ces mesures sont intégrées dans la colonne "total création de postes médicaux" du programme GEODE

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 5 : Plan en faveur de la médecine d'urgence

<b>R E G I O N S</b>	<b>Contrats d'emploi local en CHU</b> (en milliers de francs)	<b>Formation CMU</b> (en milliers de francs)
ALSACE	477	90
AQUITAINE	477	162
AUVERGNE	477	144
BOURGOGNE	636	177
BRETAGNE	954	213
CENTRE	477	249
CHAMPAGNE-ARDENNES	636	87
CORSE	0	87
FRANCHE-COMTE	477	90
ILE-DE-FRANCE*	795	141
LANGUEDOC-ROUSSILLON	954	123
LIMOUSIN	477	78
LORRAINE	636	254
MIDI-PYRENEES	477	426
NORD-PAS DE CALAIS	795	318
BASSE NORMANDIE	636	159
HAUTE-NORMANDIE	636	159
PAYS-DE-LA-LOIRE	954	153
PICARDIE	636	150
POITOU-CHARENTES	477	126
P.A.C.A.	1272	258
RHÔNE-ALPES	1590	498
<b>TOTAL Métropole</b>	<b>14946</b>	<b>4142</b>
GUADELOUPE	477	60
GUYANE	0	33
MARTINIQUE	477	90
REUNION	0	114
<b>TOTAL D.O.M.</b>	<b>954</b>	<b>297</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15900</b>	<b>4439</b>

*y compris APHP	795	0
-----------------	-----	---

Dans le programme GEODE, ces mesures sont intégrées dans la colonne "total mesures urgences"



## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 6 : Protocole du 13 mars 2000 mesures relatives aux praticiens

Régions	Prime service public exclusif	Revalorisation de la carrière des PH au 01/11/2000	Primes pour postes difficiles	Primes multi- établissements
Alsace	11 227	3 361	1 740	1 566
Aquitaine	19 416	4 440	2 177	1 960
Auvergne	7 427	1 916	1 288	1 159
Bourgogne	9 819	2 396	1 541	1 387
Bretagne	22 528	5 144	2 518	2 266
Centre	16 631	3 823	2 053	1 848
Champagne-Ardenne	8 845	2 189	1 386	1 247
Corse	1 427	432	184	165
Franche-Comté	7 958	2 110	1 192	1 073
Ile-de-France	83 143	17 239	8 120	7 308
Languedoc-Roussillon	13 770	3 158	1 576	1 419
Limousin	5 819	1 343	692	622
Lorraine	13 118	3 502	2 684	2 415
Midi-Pyrénées	19 101	4 286	1 719	1 547
Nord-Pas-de-Calais	22 221	5 197	4 290	3 861
Basse-Normandie	10 106	2 383	1 554	1 399
Haute-Normandie	10 563	2 471	1 677	1 510
Pays-de-la-Loire	17 253	3 916	2 310	2 079
Picardie	11 691	2 920	2 125	1 912
Poitou-Charentes	12 842	2 999	1 331	1 198
Provence-Côte-d'Azur	24 183	5 854	3 314	2 983
Rhône-Alpes	37 532	8 888	4 529	4 076
<b><i>S/Total Métropole</i></b>	<b><i>386 621</i></b>	<b><i>89 966</i></b>	<b><i>50 000</i></b>	<b><i>45 000</i></b>
Guadeloupe	2 940	751	389	330
Guyane	1 121	321	162	137
Martinique	3 369	983	497	421
Réunion	2 949	925	485	411
<b><i>S/Total DOM</i></b>	<b><i>10 379</i></b>	<b><i>2 979</i></b>	<b><i>1 533</i></b>	<b><i>1 299</i></b>
<b>TOTAL</b>	<b>397 000</b>	<b>92 945</b>	<b>51 533</b>	<b>46 299</b>

Ces mesures sont intégrées dans la colonne "total mesures protocoles" dans le programme GEODE

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 7 : Grilles unique des assistants, PAC et chefs de clinique

REGION	PAC (en milliers de F)	Assistants généralistes	Assistants spécialistes	CCA	TOTAL grille unique
Alsace	2 725	2 850	168	72	5 815
Aquitaine	1 947	2 581	213	98	4 839
Auvergne	2 642	2 132	69	40	4 883
Bourgogne	4 922	2 020	93	39	7 074
Bretagne	2 948	2 446	134	87	5 615
Centre	6 173	2 985	151	42	9 351
Champagne-Ardenne	3 003	1 795	100	35	4 933
Corse	640	763	38	0	1 441
Franche-Comté	2 086	1 122	52	32	3 292
Ile de France	23 970	6 015	2 062	640	32 687
Languedoc-Roussillon	2 475	1 930	117	87	4 609
Limousin	1 251	830	31	32	2 144
Lorraine	3 393	1 997	186	74	5 650
Midi-Pyrénées	1 613	2 716	158	74	4 561
Nord-Pas-de-Calais	7 425	4 107	464	91	12 087
Basse-Normandie	3 253	1 369	113	32	4 767
Haute-Normandie	4 560	1 661	206	41	6 468
Pays-de-la-Loire	4 060	2 805	292	83	7 240
Picardie	7 591	2 514	210	34	10 349
Poitou-Charentes	2 586	2 020	103	32	4 741
Provence-Côte-d'Azur	5 144	4 713	447	132	10 436
Rhône-Alpes	6 507	6 508	491	204	13 710
<b>S/Total Metropole</b>	<b>100 913</b>	<b>57 880</b>	<b>5 898</b>	<b>2 003</b>	<b>166 694</b>
Guadeloupe	1 469	970	74	3	2 515
Guyane	818	534	4	1	1 357
Martinique	734	781	74	2	1 592
Réunion	934	1 791	246	0	2 971
<b>S/Total DOM</b>	<b>3 955</b>	<b>4 075</b>	<b>399</b>	<b>6</b>	<b>8 435</b>
<b>TOTAL</b>	<b>104 000</b>	<b>61 955</b>	<b>6 297</b>	<b>2 009</b>	<b>175 129</b>

Cette mesure est intégrée dans la colonne "total mesures protocoles" du programme GEODE

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 8 : Autres protocoles

Régions	Revalorisation des internes	Revalorisation des CCA
Alsace	2 258	307
Aquitaine	3 169	417
Auvergne	2 377	169
Bourgogne	2 218	166
Bretagne	3 446	369
Centre	1 901	176
Champagne-Ardenne	1 822	147
Corse	0	0
Franche-Comté	1 822	135
Ile de France*	13 309	2 710
Languedoc-Roussillon	2 377	369
Limousin	1 228	135
Lorraine	3 010	313
Midi-Pyrénées	2 495	313
Nord-Pas-de-Calais	6 615	385
Basse-Normandie	2 139	137
Haute-Normandie	2 852	173
Pays-de-la-Loire	3 961	352
Picardie	2 416	145
Poitou-Charentes	1 545	137
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 515	559
Rhône-Alpes	7 011	865
<b>FRANCE métropolitaine</b>	<b>72 485</b>	<b>8 476</b>
Guadeloupe	143	15
Guyane	48	3
Martinique	143	12
Réunion	286	0
<b>DOM</b>	<b>620</b>	<b>30</b>
<b>France entière</b>	<b>73 105</b>	<b>8 506</b>

*non APHP	79	190
-----------	----	-----

Ces mesures sont intégrées dans la colonne "total mesures autres protocoles" dans le programme GEODE

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 9 : Protocole du 14 mars 2000

REGION	AUGMENTATION DES QUOTAS DES IFSI						SUPPRESSION DE L'ECHELLE 1		
	IFSI PUBLICS		IFSI PSPH		TOTAL		Coût 2000		
	Postes enseignants	Montant (en milliers de F)	Postes Enseignants	Montants(en milliers de F)	Postes Enseignants	Montants (en milliers de F)	Montants pleine	année	Montants en 2000
Alsace	8	2 560	0,0	0	8	2 560	853	727	364
Aquitaine	14	4 480	0,5	160	15	4 640	1 547	1 718	859
Auvergne	6	1 920	1,0	320	7	2 240	747	800	400
Bourgogne	8	2 560	1,0	320	9	2 880	960	1 483	741
Bretagne	10	3 200	0,0	0	10	3 200	1 067	1 778	889
Centre	9	2 880	2,0	640	11	3 520	1 173	1 845	922
Champagne-Ardenne	5	1 600	0,0	0	5	1 600	533	737	368
Corse	1	320	0,0	0	1	320	107	98	49
Franche-Comté	5	1 600	0,0	0	5	1 600	533	1 235	617
Ile de France	80	25 600	0,5	160	81	25 760	8 587	1 781	891
Languedoc-Roussillon	10	3 200	0,0	0	10	3 200	1 067	1 371	686
Limousin	4	1 280	0,0	0	4	1 280	427	806	403
Lorraine	14	4 480	0,0	0	14	4 480	1 493	1 860	930
Midi-Pyrénées	8	2 560	0,0	0	8	2 560	853	1 911	956
Nord-Pas-de-Calais	21	6 720	2,0	640	23	7 360	2 453	2 413	1 206
Basse-Normandie	6	1 920	1,0	320	7	2 240	747	1 752	876
Haute-Normandie	10	3 200	1,0	320	11	3 520	1 173	949	475
Pays-de-la-Loire	13	4 160	0,0	0	13	4 160	1 387	2 152	1 076
Picardie	15	4 800	0,0	0	15	4 800	1 600	1 146	573
Poitou-Charentes	7	2 240	0,0	0	7	2 240	747	530	265
Provence-Côte-d'Azur	13	4 160	2,5	800	16	4 960	1 653	1 683	841
Rhône-Alpes	27	8 640	4,0	1 280	31	9 920	3 307	2 324	1 162
<b>S/Total Metropole</b>	<b>294</b>	<b>94 080</b>	<b>15,5</b>	<b>4 960</b>	<b>310</b>	<b>99 040</b>	<b>33 013</b>	<b>31 100</b>	<b>15 550</b>
Guadeloupe	1	0		0	1	448	149	249	124
Guyane	0	0		0	0	0	0	311	156
Martinique	1	0		0	1	448	149	67	33
Réunion	2	960		0	2	960	320	280	140
<b>S/Total DOM</b>	<b>4</b>	<b>960</b>		<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1 856</b>	<b>619</b>	<b>907</b>	<b>454</b>
<b>TOTAL</b>	<b>298</b>	<b>95 040</b>	<b>15,5</b>	<b>4 960</b>	<b>314</b>	<b>100 896</b>	<b>33 632</b>	<b>32 007</b>	<b>16 004</b>

Ces mesures sont intégrées dans la colonne "total mesures protocoles" du programme GEODE

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 10

## CAMPAGNE BUDGETAIRE 2000

## Liste des mesures dont le financement est prévu ultérieurement

**1. MESURES DE SANTE PUBLIQUE**

Programme hospitalier de recherche clinique 2000

Innovation thérapeutique

Permanences d'accueil des plus démunis : unités mobiles

Restructuration des établissements de transfusion sanguine

Lutte contre le tabagisme (reliquat)

Alcoologie

SIDA / Hépatite C / Toxicomanie

**2. AIDE A L'INVESTISSEMENT**

Unités d'hospitalisation sécurisées interrégionales

Aires de pose d'hélicoptères

Aide au développement des technologies de réseaux

**3. MESURES CATEGORIELLES POUR LE PERSONNEL NON MEDICAL**

Etudes organisationnelles pour le passage aux 35 heures (étab. publics)

**4. MESURES CATEGORIELLES POUR LE PERSONNEL MEDICAL**

Création de postes de PH (travail médical continu, activité intérêt général...)

**5. MESURES PREVUES PAR LES PROTOCOLES DES 13 ET 14 MARS**

Augmentation du taux de cotisation au fonds pour le congé formation

Attribution de primes et création de postes pour les médecins du travail

Projets locaux de prévention de la violence à l'hôpital

Revalorisation de la grille des MCU-PH

Augmentation de la prime d'indemnité spéciale pour service public exclusif des MCU/PU-PH

## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 11 : Enquête sur la déformation de la structure des recettes

REGION	
--------	--

**Montants repris au titre de l'article R. 714-3-49-III° C.S.P.  
(somme des écarts prévisions - réalisations de recettes de Groupe 2)**

Comptes administratifs 1998	
-----------------------------	--

Comptes administratifs 1999	
-----------------------------	--

**Evolution de l'activité**

Nbre J. MCO constatées en 1997	
Nbre J. MCO constatées en 1998	
Nbre J. MCO constatées en 1999	

**Observations**

--

**Ces éléments doivent être retournés à la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins –  
Bureau F2 – avant le 11 août 2000**

ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 12 : Enquête sur les témoins budgétaires

REGION :

ETABLISSEMENT :

Indicateurs (en millions de francs) / Comptes administratifs	C.A 1997	C.A 1998	C.A 1999
Charges d'exploitation (Total de la classe 6)			
Charges de personnel (Total du Groupe I)			
Charges sur exercice antérieur (Compte 672.8)			
Recettes subsidiaires (groupe III des recettes)			
Résultats (Art. R 714-3-49 I et II)			

Charges reportées sur l'exercice suivant (estimation)	Charges de 1999 reportées sur 2000	Charges de 2000 reportées sur 2001

Indicateurs d'activité	1997	1998	1999
Nombre de journées MCO constatées			
Nombre de consultations constatées			
Nombre de journées SSR constatées			

Indicateur médico-économique	1997	1998	1999
Valeur du point ISA de l'établissement			
Valeur moyenne régionale du point ISA			

## ANNEXE N° 2 (suite)

**Annexe 13 : Questionnaire relatif à l'identification des dépenses de psychiatrie  
des établissements sous dotation globale**

**Consignes générales de renseignement :**

- Dans ce questionnaire, cinq catégories d'établissements ont été distinguées (1a, 1b, 2, 3, 4) et au total huit montants de dépenses doivent être renseignés. Ce questionnaire doit permettre d'effectuer un classement exhaustif et unique des dépenses de psychiatrie des établissements sous dotation globale de votre région. En conséquence, il ne peut y avoir de double compte entre les huit items du questionnaire, et leur somme correspond à l'estimation totale des dépenses de psychiatrie des établissements sous dotation globale de votre région.

- Les montants doivent être indiqués en milliers de francs.

REGION : \_\_\_\_\_

**1 – Etablissements publics de santé, spécialisés en psychiatrie (CHS)**

*1.a) - Pour les CHS ne disposant que de lits de psychiatrie*, extraire du compte administratif 1999 (Budget général) :

- les dépenses effectives de classe 6 – les recettes de groupe III et IV : \_\_\_\_\_

*1.b) - Pour les CHS disposant également de lits de MCO ou de SSR*, extraire des retraitements comptables issus du compte administratif 99 :

- le « total des charges » de la sous-section psychiatrie de la SI2

(cellule identifiée par « A » dans le tableau 2 des retraitements comptables ci-joint) : \_\_\_\_\_

- le total des charges de structure (SI3) relatives à la psychiatrie<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

**2 – Etablissements privés, spécialisés en psychiatrie, financés par dotation globale, intégrés ou non dans la sectorisation (ce champ intègre notamment les hôpitaux de jour privés non PSPH financé par DG)**

Extraire du compte administratif 1999 :

- les dépenses effectives de classe 6 – les recettes de groupe III et IV : \_\_\_\_\_

**3 – Etablissements publics de santé, non spécialisés en psychiatrie, intégrés ou non dans la sectorisation**<sup>2</sup>

Extraire des retraitements comptables issus de compte administratif 1999 :

- le « total des charges » de la sous-section psychiatrie de la SI2

(cellule identifiée par « A » dans le tableau 2 des retraitements comptables ci-joint): \_\_\_\_\_

- le total des charges de structure (SI3) relatives à la psychiatrie<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

**4 – Les établissements privés financés par dotation globale, non spécialisés en psychiatrie, intégrés ou non dans la sectorisation**<sup>2</sup>

Extraire des retraitements comptables issus du compte administratif 1999 :

- le « total des charges » de la sous-section psychiatrie de la SI2

(cellule identifiée par « A » dans le tableau 2 des retraitements comptables ci-joint): \_\_\_\_\_

- le total des charges de structure (SI3) relatives à la psychiatrie<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

**TOTAL REGIONAL (SOMME DES 8 ITEMS) :** \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> La ventilation du total des charges de la SI 3 (cellule « B » du tableau 2) est réalisé au prorata du « sous-total » (ligne « C » du tableau 2) des SI 1A(MCO) 1B (SSR) et des sous-sections de la SI 2 (autres activités), dont notamment la psychiatrie.

<sup>2</sup> Pour les établissements hors du champ PMSI (qui ne produisent pas les retraitements comptables), les deux montants à renseigner devront être estimés à partir des éléments de leur comptabilité analytique 1999.



## ANNEXE N° 2 (suite)

## Annexe 13 (suite et fin)

## 1 : Constitution des coûts composés des activités

Le coût complet des activités est obtenu en ventilant sur chacune des activités, selon le cas, le coût de l'ensemble des UO qu'elle a consommées, ou celui des coefficients de répartition qui lui reviennent :

- ICR ou lettres-clés pour les dépenses des services médico-techniques ;
- journée pour toutes les dépenses hôtelières ;
- franc de charges directes nettes pour les dépenses de logistique et de gestion générale (à appliquer au « sous-total » figurant au tableau ci-après).

TABLEAU 2 : On arrive à :

	hors champ						
	MCO	SSR	PSY..	SAMU	.....	structuree	TOTAL
charges directes nettes							
blocs							
imagerie							
labos							
explorations fonctionnelles							
S M U R							
.....(autres activités méd techn.)							
blanchisserie							
restauration							
sous-total, pour ventilation des charges de logistique et de gestion générale « C »							
logistique et gestion générale							
total des charges			« A »			« B »	
nombre de journées ou d'unités d'œuvre produites							

TABLEAU 3 : d'où on déduit les résultats du « tableau de synthèse » ci-après :

total des dépenses de court-séjour MCO	
total des dépenses de SSR	
total des dépenses des autres activités	
total des dépenses de structure	
+ coût des médicaments inclus dans la DGF et distribués gratuitement à l'extérieur	